

DEPARTEMENT	:	HAUTE-VIENNE
COMMUNE	:	ORADOUR SUR GLANE
Edifice	:	Village Martyr
Intitulé	:	Entretien et réparation d'ouvrages en maçonnerie.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

En référence au CCAG travaux approuvé par arrêté du 8 septembre 2009 modifié par arrêté du 03 mars 2014 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux

PERSONNE DEPOSITAIRE DU POUVOIR ADJUDICATAIRE	:	MINISTERE DE LA CULTURE Direction régionale des affaires culturelles Nouvelle-Aquitaine 54 rue Magendie – CS 41229 33074 BORDEAUX Cedex
CONDUITE D'OPERATION	:	DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE NOUVELLE-AQUITAINE Conservation régionale des monuments historiques - Site de Limoges 6, rue haute de la comédie - CS 43607 87036 LIMOGES Tel :05.55.45.66.00. Courriel : jean-luc.akouete-akue@culture.gouv.fr
CONTRÔLE SCIENTIFIQUE	:	CONSERVATION RÉGIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES site de Limoges 6, rue Haute-Comédie 87036 LIMOGES Tel :05.55.45.66.00. ; Fax : 05.55.45.66.01 ; Courriel : jean-luc.akouete-akue@culture.gouv.fr
ARCHITECTE Maître d'œuvre	:	DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES Unité départementale de l'architecture et du patrimoine 35 rue des Vénitiens 87000 LIMOGES Tel :05 55 33 32 72 Courriel : udap.haute-vienne@culture.gouv.fr

SOMMAIRE

1.	ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	5
1.1.	LOCALISATION	5
1.1.1.	<i>Situation géographique.....</i>	5
1.1.2.	<i>Situation Cadastre</i>	5
1.1.3.	<i>Propriétaire- situation juridique.....</i>	5
1.2.	TYPE DE MARCHÉ.....	5
1.3.	ALLOTISSEMENT DE L'ACCORD CADRE	5
2.	ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALE	5
2.1.	REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATAIRE.....	5
2.2.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DE LA DEPENSE	5
2.3.	MAITRISE D'ŒUVRE	6
2.4.	LE TITULAIRE	6
2.5.	BON DE COMMANDE FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	6
2.5.1.	<i>Les bons de commandes.....</i>	6
2.5.2.	<i>Forme des notifications et informations</i>	6
2.6.	CONTROLE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	6
2.7.	CONTROLE TECHNIQUE	6
2.8.	COORDINATION SECURITE SANTE	6
3.	ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ 7	
3.1.	PIECES GENERALES.....	7
3.2.	PIECES PARTICULIERES	7
3.3.	PIECES PARTICULIERES NON CONTRACTUELLES.....	7
3.4.	DUREE ET RECONDUCTION	7
3.5.	VALEUR EN MINIMUM ET EN MAXIMUM DE L'ACCORD CADRE	7
3.6.	DENONCIATION DE L'ACCORD CADRE	7
3.6.1.	<i>Délais de notification.....</i>	7
3.6.2.	<i>Forme de la notification.....</i>	7
3.6.3.	<i>Indemnisation-débit</i>	8
4.	ARTICLE 4 – PRIX DU MARCHÉ	8
4.1.	CARACTERISTIQUE DES PRIX	8
4.2.	CONSTATATION DES QUANTITES EXECUTEES	9
4.3.	REGLEMENT DES OUVRAGES OU TRAVAUX NON PREVUS.....	9
4.4.	VARIATION DANS LES PRIX.....	10
4.4.1.	<i>Mois d'établissement des prix de l'accord cadre</i>	10
4.4.2.	<i>Choix de l'index de référence</i>	10
4.4.3.	<i>Modalités de révision des prix</i>	10
5.	ARTICLE 5 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES 10	
5.1.	REPARTITION DES PAIEMENTS.....	10
5.2.	5.2 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ	10
5.2.1.	<i>sous-traitants directs.....</i>	11
5.3.	DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS INDIRECTS EN COURS DE MARCHÉ .11	
5.4.	MODALITE DU PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DIRECT DES SOUS-TRAITANTS 11	
5.4.1.	<i>Sous-traitant admis au paiement direct</i>	11
5.4.2.	<i>Groupement Solidaire</i>	11

5.4.3.	<i>Groupement Conjoint.....</i>	<i>11</i>
5.5.	FORMES PARTICULIERES DE L'ENVOI DES PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS ET DU DECOMPTE FINAL	11
5.5.1.	<i>Transmission des demandes de paiement</i>	<i>12</i>
5.5.2.	<i>Situations et décomptes mensuels</i>	<i>12</i>
5.5.3.	<i>Décompte final.....</i>	<i>12</i>
5.5.4.	<i>Décomptes finaux partiels.....</i>	<i>13</i>
5.6.	APPLICATION DE LA TVA	13
6.	ARTICLE 6 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ	13
6.1.	RETENUE DE GARANTIE.....	13
6.2.	AVANCE	13
6.3.	AVANCE SUR MATERIEL	13
7.	ARTICLE 7 – DÉLAIS, PÉNALITÉS ET PRIMES	13
7.1.	DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	13
7.2.	DELAI EXECUTION.....	13
7.3.	PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	14
7.4.	PENALITES POUR RETARD.....	14
7.4.1.	<i>Pénalité de retard dans l'exécution des travaux.</i>	<i>14</i>
7.4.2.	<i>Pénalité pour retard ou absence aux rendez-vous de chantier.</i>	<i>14</i>
7.4.3.	<i>Pour les décomptes</i>	<i>14</i>
7.4.4.	<i>Pénalité en cas de retard dans la remise de documents.....</i>	<i>15</i>
7.5.	INTERETS MORATOIRES	15
7.6.	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	15
8.	ARTICLE 8 – CLAUSE SOCIALE D'INSERTION	15
9.	ARTICLE 9 – INSTALLATIONS ET ORGANISATION DE CHANTIER	16
9.1.	PUBLICITE AFFICHAGE	16
9.2.	INSTALLATIONS DE CHANTIER	16
9.3.	EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION POUR DEBLAIS.....	16
9.4.	SIGNALISATION DES CHANTIERS.....	17
9.5.	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	17
9.6.	MATERIAUX, OBJETS ET VESTIGES TROUVES SUR LES CHANTIERS.....	17
9.7.	DISPOSITIONS CONCERNANT LA SECURITE INCENDIE.....	17
10.	ARTICLE 10 – PROVENANCE - QUALITÉ – CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	17
10.1.	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	17
10.2.	CARACTERISTIQUES, QUALITE, VERIFICATION, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	17
10.3.	PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'OPERATEUR ECONOMIQUE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR.....	18
11.	ARTICLE 11 – DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER	18
11.1.	GESTION DES DECHETS DE CHANTIER.....	18
11.2.	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	18
11.3.	DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	18
12.	ARTICLE 12 -CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX	18
12.1.	ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES	18
12.2.	RECEPTION.....	18
12.3.	RECEPTION PARTIELLE	19

12.4.	MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	19
13.	ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ MESURES DE SÉCURITÉ	19
13.1.	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	19
13.2.	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	19
13.3.	MESURES DE SECURITE	19
14.	ARTICLE 14 – DELAIS DE GARANTIES ET ASSURANCES	19
14.1.	DELAI DE GARANTIE	19
14.2.	GARANTIES PARTICULIERES	19
14.3.	ASSURANCES	19
15.	ARTICLE 15 - RESILIATION DE L'ACCORD CADRE .	20
16.	ARTICLE 16 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF COMPETENT	20
17.	ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AU CCAG	20

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

1.1. LOCALISATION

Les stipulations du présent Cahier des Charges Administratives Particulières (CCAP) concernent les travaux relatifs à l'opération dont l'emplacement des travaux est donné ci-après :

DEPARTEMENT :	HAUTE-VIENNE
COMMUNE :	ORADOUR SUR GLANE
Edifice :	Village Martyr
Intitulé :	Entretien et réparation d'ouvrages de maçonnerie.

1.1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

Village Martyr
87110 ORADOUR-SUR-GLANE

1.1.2. SITUATION CADASTRALE

Village martyr	AR 4
Parcelles potentiellement concernées	

Informations transmises à titre d'information non contractuelles

1.1.3. PROPRIETAIRE- SITUATION JURIDIQUE

Ensemble constitué par les 12 hectares de terrain et les ruines du bourg est classé par loi du 10 mai 1946. Il est la propriété de L'ETAT, MINISTERE DE LA CULTURE.

1.2. TYPE DE MARCHE

Le marché est un accord-cadre tel que défini à l'article L2125-1 du code de la commande publique.

Il est mono attributaire et à bon de commande.

Les prestations à réaliser appartiennent à la catégorie travaux.

1.3. ALLOTISSEMENT DE L'ACCORD CADRE

Il n'y a qu'un seul lot : **Maçonnerie pierre de taille**

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALE

Les spécifications techniques, les descriptions et les localisations des ouvrages sont indiquées dans le Cahier des Charges.

2.1. REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATAIRE

Le pouvoir adjudicataire sera assuré pour le compte du Ministère de la Culture, Direction régionale des affaires culturelles de la région Nouvelle-Aquitaine par Madame la Directrice régionale des affaires culturelles.

2.2. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DE LA DEPENSE

Le comptable assignataire de la dépense est Madame la directrice départementale des finances publiques de la Vienne.

2.3. MAITRISE D'ŒUVRE

La mission est confiée à l'Architecte des bâtiments de France de l'UDAP 87.

Les missions de la maîtrise d'œuvre sur les édifices classés Monuments Historiques sont définies et réalisées en application du code du patrimoine notamment les articles R. 621-27 et R. 621-32 à R. 621-43.

2.4. LE TITULAIRE

Le titulaire est l'opérateur économique mentionné à l'article 1 de l'acte d'engagement signataire de l'accord cadre.

2.5. BON DE COMMANDE FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

2.5.1. LES BONS DE COMMANDES

L'exécution de l'accord cadre se fera sous la forme d'émission de bons de commandes.

Le bon de commande sera établi par le maître d'œuvre en relation avec le titulaire de l'accord cadre.

Chaque bon de commande sera numéroté par année, il précisera ou notifiera :

- le n° du marché et le n° de l'engagement juridique,
- le devis quantitatif et estimatif des prestations attendues,
- le délai d'exécution des prestations,
- la date de début et de fin des prestations,
- les conditions particulières d'exécutions des prestations.

En cas de nécessité une annexe technique pourra être jointe au bon de commande.

2.5.2. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

Les notifications relatives à l'accord-cadre faisant courir un délai seront faites par tout moyen permettant d'attester de la date de réception de la décision ou de l'information.

Les notifications se rapportant au marché seront faites au domicile ou au siège social de l'opérateur économique ou de son représentant, mentionné à l'article 1 de l'acte d'engagement.

Les notifications numériques seront faites à l'adresse de l'opérateur économique ou de son représentant, mentionné à l'article 1 de l'acte d'engagement.

En cas de groupement d'opérateurs économiques les notifications visées ci-dessus seront transmises au mandataire désigné par le groupement.

Les documents suivants pourront être transmis par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques :

- les comptes-rendus de chantier et instructions du maître d'œuvre,
- les ordres de services transmis par la personne dépositaire du pouvoir adjudicateur,
- les décisions de la personne dépositaire du pouvoir adjudicateur.

2.6. CONTROLE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Conformément aux dispositions du code du patrimoine articles R621-023 et R621-024 relatif au contrôle scientifique et technique des services de l'État sur la conservation des monuments historiques classés ou inscrits, le contrôle scientifique des travaux sera assuré par la Direction régionale des affaires culturelles Nouvelle-Aquitaine, Conservation régionale des monuments historiques.

2.7. CONTROLE TECHNIQUE

Sans objet

2.8. COORDINATION SECURITE SANTE

Sans objet

ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3.1. PIÈCES GÉNÉRALES

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux passés au nom de l'État, approuvé par le décret n° 93-1164 du 11 octobre 1993 (JO du 15 octobre 1993 – Économie).
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.
- Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS/DTU) énumérés à l'annexe II du décret n° 93-1146 du 11 octobre 1993 (JO du 15 octobre 1993 – Économie).
- Les documents à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix définis à l'article 10.4.5 du CCAG.
- Les Fascicules Techniques du Ministère de la Culture, Direction du Patrimoine approuvés le 2 mai 1988 par le Directeur du Patrimoine.
- Les modes de métrés du Ministère de la Culture, Direction du Patrimoine approuvés le 2 mai 1988 par le Directeur du Patrimoine, qu'il a pris connaissance de la totalité des pièces constitutives de l'accord-cadre, ainsi que des autres lots si l'opération comporte plusieurs lots.

3.2. PIÈCES PARTICULIÈRES

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau de prix unitaire
- Le bon de commande quantitatif
- Le mémoire technique, les réponses aux questions et les pièces supplémentaires, présentées par le candidat retenu.

3.3. PIÈCES PARTICULIÈRES NON CONTRACTUELLES

Sans objet

3.4. DURÉE ET RECONDUCTION

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 24 (vingt-quatre) mois à compter du 1^{er} jour du mois suivant la date de sa notification.

Il pourra faire l'objet de deux reconductions tacites d'une durée de 12 (douze) mois chacune dans la limite d'une durée totale de 48 (quarante-huit) mois.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période de l'accord-cadre en cours de validité.

3.5. VALEUR EN MINIMUM ET EN MAXIMUM DE L'ACCORD CADRE

Le montant des prestations demandées pour la période ferme ou pour chaque période de reconduction annuelle du présent accord cadre ne prévoit pas de minimum annuel, mais prévoit un maximum annuel fixé à 200 000 € HT.

3.6. DÉNONCIATION DE L'ACCORD CADRE

3.6.1. DELAIS DE NOTIFICATION

L'accord cadre pourra être dénoncé au plus tard 2 mois avant la date anniversaire.

3.6.2. FORME DE LA NOTIFICATION

La personne dépositaire du pouvoir adjudicateur informera le titulaire de l'accord-cadre de sa décision de dénoncer l'accord cadre par ordre de service notifiant sa décision.

3.6.3. INDEMNISATION-DEDIT

Sans objet.

ARTICLE 4 – PRIX DU MARCHÉ

4.1. CARACTERISTIQUE DES PRIX

Les prix sont fermes et révisables à chaque reconduction.

Par le seul fait de soumissionner, l'opérateur économique reconnaît :

- qu'il a pris connaissance de la totalité des pièces constitutives de l'accord cadre, ainsi que des autres lots si l'opération comporte plusieurs lots.
- qu'il s'est rendu sur place et a apprécié toutes les obligations qui lui incombent.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet de l'accord cadre sont réglés par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU) ou dans le bordereau de prix forfaitaires (DPF).

L'opérateur économique titulaire de l'accord cadre reconnaît formellement que les prix figurant au présent marché, qu'il s'agisse de prix forfaitaires globaux ou de prix unitaires des bordereaux, tiennent compte :

- de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution des travaux, implantation des ouvrages, échafaudages, transport de matériaux, enlèvement de ses gravats, transport aux décharges publiques, protection des ouvrages, branchement divers,
- la participation de l'opérateur économique titulaire de l'accord cadre aux dépenses communes de chantier.
- des circonstances locales, de la situation géographique du chantier, frais de transport du personnel, du matériel et des matériaux, indemnités de déplacement et de panier, surveillance du chantier,
- du bénéfice du titulaire.

Toutefois pour les ouvrages ou partie d'ouvrage non prévus dans la décomposition forfaitaire ou dans le bordereau de prix unitaires et pour lesquels un ordre de service aura été délivré par la personne dépositaire du pouvoir adjudicateur de l'accord cadre, leurs prix seront établis dans la mesure du possible, par analogie avec les prix connus par les éléments cités ci-avant ou par accord du maître d'ouvrage après vérification du maître d'œuvre, des propositions.

Les prix sont réputés comprendre, en complément des dispositions du CCAG applicables aux marchés publics de travaux :

- les pertes, avaries et dommages en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites fixées ci-dessous :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée limite	Période
VENT	100 km/h	48 h par mois	Du 1 octobre au 28 février
NEIGE	20 cm	5 jours par mois	Du 1 décembre au 1 mars
TEMPÉRATURE	5 degrés	10 jours par mois	Du 15 décembre au 31 mars

Au-delà de ces limites prévisibles, il appartiendra au maître d'œuvre de considérer s'il doit d'interrompre ou pas le chantier. Dans ce cas-là, l'entreprise pourra prétendre à des jours d'intempéries.

Les soins particuliers, les difficultés d'exécution ou celles de l'emploi des matériaux découlent de la nature particulière des travaux de restauration des Monuments Historiques impliquant :

- l'harmonisation des parties restaurées avec les parties anciennes,
- l'obligation d'emploi d'une main-d'œuvre qualifiée parfaitement adaptée à la nature des travaux à réaliser,
- l'obligation d'emploi de matériaux de choix,
- les sujétions liées à l'exploitation de l'édifice durant les travaux,

- les moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens en veillant notamment à ce que les échafaudages, matériels, et agrès ne permettent pas l'accès à l'édifice aux personnes étrangères à l'entreprise en dehors des heures de travail,
- les frais découlant de l'obtention d'un "permis de feu" signé par le maître d'œuvre impliquant pour l'entreprise de se conformer aux mesures de protection contre l'incendie qui lui seront prescrites. De ce permis découle, pour l'entreprise, l'obligation de disposer sur ce chantier de moyens de lutte de première intervention contre l'incendie, en nombre suffisant et disposés en accord avec le maître d'œuvre, dont l'un à disposition immédiate de l'ouvrier intervenant. Tout ouvrage de soudure sera suspendu 2 heures avant la fin de la journée de travail,
- Les frais d'installation de chantier, d'accès, d'échafaudage, de protection, d'engins de levage et de transport dans les conditions décrites au CCTP, sauf si ces prestations font l'objet de prix particuliers ou si elles sont à la charge d'un autre lot,
- les frais d'assurances mentionnés au présent CCAP,
- les frais d'établissement des documents fournis après exécution par le titulaire du lot concerné,
- les frais d'établissement des attachements écrits ou figurés dans les conditions définies au présent CCAP,
- les frais découlant des obligations de l'entreprise en ce qui concerne l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie-civil.

4.2. CONSTATATION DES QUANTITES EXECUTEES

En complément de l'article 12 du CCAG, l'opérateur économique a la charge d'établir tous les documents nécessaires à la constatation des quantités d'ouvrages exécutés :

- Les attachements écrits et figurés comportant toutes les informations utiles pour l'établissement des décomptes (plans, coupes et élévations cotés, repérage des parties concernées par les travaux, dessins de détail des ouvrages particuliers, profils des moulures, etc...). Les attachements sont établis en autant d'exemplaires qu'il est demandé de décomptes dans le présent CCAP. Les décomptes font expressément référence aux attachements ;
- Pour les ouvrages de pierre de taille, les attachements figurés comporteront le calepinage indiquant les pierres déposées puis reposées, les pierres remplacées, les patines, les ragréages, les retailles et les détails de moulures ;
- Pour les ouvrages de charpente, les attachements figurés comporteront la section et la longueur des pièces de bois déposées puis reposées et les pièces de bois remplacées, les détails pour la réfection des assemblages et les détails pour la consolidation par éléments métalliques ou autre procédé, etc ;
- Pour les ouvrages de couverture, les attachements figurés comporteront les détails schématiques des couvertures, notamment des rives, des bandes métalliques façonnées, etc ;
- Pour les ouvrages de vitraux, l'établissement du dossier documentaire tel que décrit au CCTP ;
- Pour les travaux de restauration de peintures murales, l'établissement du dossier scientifique de l'intervention tel que décrit au CCTP ;
- Pour les travaux de restauration d'objet d'art ou de sculptures, l'établissement du dossier scientifique de l'intervention tel que décrit au CCTP ;
- Pour les ouvrages qui le nécessitent, le dossier photographique monté sur papier carton A4 montrant les ouvrages avant, durant et après l'exécution des travaux ;
- Tous les documents complémentaires jugés utiles pour l'établissement et la vérification des décomptes.

Ces documents annexés aux décomptes définitifs partiels ou final.

4.3. REGLEMENT DES OUVRAGES OU TRAVAUX NON PREVUS

Les ouvrages ou travaux dont la réalisation ou la modification ont été décidés, et pour lequel le marché ne prévoit pas de prix (Art. 14 du CCAG), seront réglés sur proposition de l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre, contrôlé par le maître d'œuvre de l'opération sur les bases suivantes :

- les prix nouveaux seront définis sur la base de décomposition de prix (ou, et) de sous – détail de prix prévue à l'article 10.3 du CCAG, alinéa 3.2. du présent article pour les prix forfaitaires, et alinéa 3.3. du présent article, pour les prix unitaires, complétés des dispositions de l'article 4.1. du présent CCAP

- en même temps que la nouvelle proposition de prix, l'opérateur économique envoie au maître d'œuvre de l'opération l'incidence de la réalisation des ouvrages ou travaux non prévus dans l'économie du bon de commande.
- En complément des dispositions de l'article 14 du CCAG, si l'application des nouveaux prix n'entraîne pas d'augmentation du montant du bon de commande, ceux-ci seront considérés comme contractuels sans autre avenant à l'issue du délai de 30 jours à compter de la réception par l'opérateur économique titulaire de l'ordre de service notifiant les prix unitaires et / ou forfaitaires nouveaux.

4.4. VARIATION DANS LES PRIX

La variation des prix sera calculée conformément aux dispositions des articles R 2112 9 à R 2112-13 du code de la commande publique.

Les répercussions sur les prix de l'accord cadre des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

4.4.1. MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DE L'ACCORD CADRE

Les prix du présent accord cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques à la date d'établissement du prix (valeur de l'indice M0) qui figure à l'article 2 de l'acte d'engagement.

4.4.2. CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE

Le (ou les) index de référence I, choisis en raison de leur structure pour les variations des prix des travaux faisant l'objet de l'accord cadre, sont les index bâtiments publiés par le Ministère de l'Urbanisme et du Logement pour le corps d'état concerné, à savoir :

Lot n°1	Maçonneries pierre de taille,	BT 50
----------------	--------------------------------------	--------------

4.4.3. MODALITES DE REVISION DES PRIX

Le marché sera révisable une fois pour chaque reconduction en tenant compte de la valeur de l'indice connu à la date anniversaire.

Le coefficient de la révision Cn, applicable pour le calcul de la révision de l'accord cadre de l'année de reconduction "n" est donné par la formule :

$$C_n = 0,125 + \frac{(0,875 \times I_n)}{I_0}$$

dans laquelle I₀ et I_n sont des valeurs prises par l'index de référence I respectivement à la date d'établissement du prix (valeur de l'indice M0) et de la valeur de l'indice connu à la date anniversaire "n".

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

5.1. REPARTITION DES PAIEMENTS

Le bon de commande indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants,
- au titulaire mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

5.2. 5.2 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son accord-cadre, à condition d'avoir obtenu l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement par l'acheteur.

La présentation du sous-traitant se fait sous la forme d'un formulaire DC4 téléchargeable en utilisant le lien suivant : http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/presentation-mp/marches_publics.htm

En cours d'exécution de l'accord-cadre, la procédure de présentation et d'acceptation d'un sous-traitant est gérée par le pouvoir adjudicateur. Elle n'est valable que pour une seule commande et doit être renouvelée à chaque commande faisant intervenir un sous-traitant.

Le titulaire ou un opérateur économique intervenant dans l'accord cadre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du bon de commande en application des clauses prévues à l'article 3.6 du CCAG.

5.2.1. SOUS-TRAITANTS DIRECTS

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient dans les conditions prévues à l'article 3.6.1.2. du CCAG.

5.3. DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS INDIRECTS EN COURS DE MARCHE

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant indirect et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient dans les conditions prévues à l'article 3.6.2.4 CCAG.

5.4. MODALITE DU PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DIRECT DES SOUS-TRAITANTS

5.4.1. SOUS-TRAITANT ADMIS AU PAIEMENT DIRECT

L'opérateur sous-traitant admis au paiement direct dépose son projet de décompte sur <https://chorus-pro.gouv.fr> à l'attention de l'opérateur dont il est le sous-traitant, que celui-ci soit : titulaire de l'accord cadre, membre d'un groupement conjoint ou sous-traitant lui-même.

La validation du projet de décompte de l'opérateur sous-traitant par l'opérateur ayant contractualisé avec lui vaut acceptation par celui-ci de la somme à lui payer directement, compte tenu des modalités de paiement prévues dans le marché.

L'opérateur ayant contractualisé avec un sous-traitant joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler à chaque sous-traitant concerné par la personne dépositaire du pouvoir adjudicateur.

Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

5.4.2. GROUPEMENT SOLIDAIRE

Chaque membre du groupement envoie hors plate-forme leur projet de décompte pour eux même ou leur sous-traitant à l'opérateur mandataire de l'accord cadre.

Le mandataire valide et dépose dans <https://chorus-pro.gouv.fr> à l'attention du maître d'œuvre (MOE) le projet de décompte mensuel.

Il joint une attestation indiquant, l'acceptation de la somme à payer à chacun membre du groupement ainsi qu'à leur sous-traitant admis au paiement direct par la personne dépositaire du pouvoir adjudicateur.

Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

5.4.3. GROUPEMENT CONJOINT

Chaque membre du groupement envoie leur projet de décompte pour eux même ou leur sous-traitant au mandataire via <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le mandataire valide et transmet dans <https://chorus-pro.gouv.fr> à l'attention du maître d'œuvre (MOE) le projet de décompte mensuel.

Il joint une attestation indiquant, l'acceptation de la somme à payer à chacun membre du groupement ainsi qu'à leur sous-traitant admis au paiement direct par la personne dépositaire du pouvoir adjudicateur.

Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chacun des co-traitants, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir du décompte afférent aux ouvrages ou parties d'ouvrages assignés à ce co-traitant.

5.5. FORMES PARTICULIERES DE L'ENVOI DES PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS ET DU DECOMPTES FINAL

5.5.1. TRANSMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENT

L'opérateur économique titulaire de l'accord cadre ou mandataire d'un groupement dépose toutes les demandes de paiement mensuels, de solde partiel ou final sur le portail à l'attention du destinataire Etat :

Portail Chorus-Pro : https://portail.chorus-pro.gouv.fr Sélectionner « Factures émises » et cadre de facturation A1 (cas général)	
SIRET destinataire Etat :	11000201100044

Elles devront préciser : le numéro d'engagement (EJ) indiqué à la première page de l'acte d'engagement,

Le code SE : CGF0000086

Le numéro de marché, indiqué à la première page de l'acte d'engagement,

En parallèle de ce dépôt, il envoie copie de la demande de paiement au maître d'œuvre, l'architecte des bâtiments de France de la Haute-Vienne à l'adresse suivante :

udap.haute-vienne@culture.gouv.fr

Les décomptes mensuels sont transmis, avant le 5 du mois suivant le mois d'exécution des travaux.

Les décomptes finaux partiels et décomptes finaux seront transmis au plus tard dans les 30 jours qui suivent la date de notification de la réception des prestations des bons de commandes.

5.5.2. SITUATIONS ET DECOMPTES MENSUELS

Si le montant du bon de commande dépasse 20 000 € HT et si le délai de réalisation du bon de commande dépasse 3 mois, l'opérateur économique titulaire de l'accord cadre ou mandataire d'un groupement peut établir conformément à l'article 13.1.2 du CCAG et déposer sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> un projet de décompte mensuel des prestations en format PDF à l'attention du maître d'œuvre (MOE) de l'opération.

Il rappelle :

- les parties contractantes de l'accord cadre (titulaire et personne dépositaire du pouvoir adjudicateur) et, le cas échéant, celle des sous-traitants payés directement (nom et prénom s'il s'agit d'une personne physique, ou raison sociale complète s'il s'agit d'une personne morale),
- les références de l'accord cadre (le numéro d'engagement juridique, le numéro de marché et le numéro de bon de commande) et, éventuellement, de chacun des avenants et actes spéciaux et le maître d'œuvre,
- l'objet succinct de l'accord cadre,
- la période au cours de laquelle ont été exécutés les travaux qui font l'objet de la demande de paiement.

Il joint :

- à son projet de décompte l'ensemble des demandes de paiements formulé par les sous-traitants admis au paiement direct, les co-traitants dans les conditions prévues aux articles 5.4.1. ,5.4.2. ,5.4.3.

Quand le montant des paiements effectués au titre des décomptes mensuels atteint 90 % du montant du bon de commande éventuellement modifié par acte spécial, les paiements sont interrompus.

Le solde des prestations du bon de commande sera versé sur présentation des décomptes finaux prévue aux articles 5.5.3. et 5.5.4. et approbation par l'opérateur économique titulaire de l'accord cadre du projet de décompte général et remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E).

5.5.3. DECOMPTE FINAL

À l'issue de la réception des travaux du dernier bon de commande de l'accord cadre, l'opérateur économique titulaire de l'accord cadre ou mandataire d'un groupement produit dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG le décompte final de l'accord cadre.

Le décompte final est déposé sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> format PDF à l'attention du maître d'œuvre (MOE) de l'opération.

5.5.4. DECOMPTES FINAUX PARTIELS

A la fin de chaque bon de commande, l'opérateur économique titulaire de l'accord cadre ou mandataire d'un groupement produire, dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG, un décompte final partiel des travaux du bon de commande.

Le décompte final partiel est déposé sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> format PDF à l'attention du maître d'œuvre (MOE) de l'opération.

5.6. APPLICATION DE LA TVA

L'article 261-4-10° du code général des impôts (CGI) exonère de la TVA les travaux de construction, d'aménagement, de réparation et d'entretien des monuments, cimetières, sépultures, commémoratifs des combattants, héros, victimes ou morts des guerres, lorsque ces travaux sont effectués pour des collectivités publiques ou des organismes légalement constitués agissant sans but lucratif.

ARTICLE 6 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ

6.1. RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

6.2. AVANCE

Une avance sera accordée au titulaire de l'accord cadre si le montant d'un bon de commande est supérieur à 50 000 euros HT et si le délai tel que défini à l'article 7.2. *délai d'exécution du CCAP* est supérieur à deux mois.

Cette avance est calculée sur la base du montant du bon de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Si le délai d'exécution du bon de commande, tel que défini à l'article 7.2. *délai d'exécution du CCAP*, n'excède pas douze mois, le montant de l'avance est égal à 20 % du montant du bon de commande dans le cas où le titulaire de l'accord cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Pour les autres entreprises l'avance est de 5 %.

Le mandatement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai défini à l'article 7.1 *du CCAP*.

L'opérateur économique peut refuser de percevoir l'avance.

6.3. AVANCE SUR MATERIEL

Aucune avance sur matériel de chantier n'est versée aux opérateurs économiques.

ARTICLE 7 – DÉLAIS, PÉNALITÉS ET PRIMES

7.1. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Vu l'article R 2192-10 code de la commande publique, le délai global de paiement est de trente jours à compter de :

- pour l'avance forfaitaire, de la date d'envoi du bon de commande au titulaire notifiant le début d'exécution des prestations,
- pour les acomptes, de la date de dépôt sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> à l'attention du maître d'œuvre (MOE),
- pour le solde de l'accord cadre, à compter de la date de réception par la personne dépositaire du pouvoir adjudicateur du décompte général définitif.

7.2. DELAI EXECUTION

Le délai contractuel d'exécution des prestations est fixé en mois pour chaque bon de commande.

Il comprend :

- le délai nécessaire à l'obtention des autorisations administratives éventuelles,
- le délai de préparation du chantier,
- le délai de réalisation des travaux,
- les interruptions pour congés annuels,
- les interruptions pour les intempéries prévues au CCAP,
- le délai de repliement du chantier.

Dès la notification du bon de commande, le délai de préparation du chantier (1 mois minimum) commence.

7.3. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution des travaux ne pourront être prolongés qu'en application des clauses de l'article 19.2 du CCAG

En vue de l'application l'article 19.2.3 du CCAG le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à :

10 jours

Le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jour égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée limite
VENT	100 km/h	48 h par mois
NEIGE	20 cm	5 jours par mois
TEMPERATURE	5 degrés	10 jours par mois

Pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

7.4. PENALITES POUR RETARD

7.4.1. PENALITE DE RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX.

En cas de retard dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble de l'accord cadre ou d'un bon de commande pour lequel un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixée, il est appliqué une pénalité journalière de 1/1000^e du montant de l'ensemble de l'accord cadre ou de la tranche considérée, éventuellement modifiée ou complétée par les avenants intervenus.

Cette pénalité sera appliquée sur simple constatation du retard par le maître d'œuvre.

En cas de retard sur un délai partiel prévu au marché, si le délai global de l'opération ou de la tranche n'a été pas dépassé, le représentant du pouvoir adjudicateur rembourse à l'opérateur économique titulaire de l'accord cadre les pénalités provisoires appliquées, à la condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage.

7.4.2. PENALITE POUR RETARD OU ABSENCE AUX RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.

Toute absence ou retard important à un rendez-vous de chantier notifié à l'opérateur économique titulaire de l'accord cadre soit par courrier avec accusé de réception soit par courriel au moins huit jours avant le rendez-vous, sera sanctionnée d'une pénalité de 100 € HT applicable sur le décompte mensuel de l'opérateur économique titulaire de l'accord cadre défaillant.

L'opérateur économique sera considéré comme absent s'il se fait représenter par une personne non représentative.

Un sous-traitant ne peut en aucun cas représenter l'opérateur économique titulaire de l'accord cadre.

7.4.3. POUR LES DECOMPTES

Dans le cas de retard dans la remise des décomptes mensuels ou finaux, les pénalités journalières suivantes seront appliquées à compter du jour de la date portée sur l'ordre de service rappelant à l'opérateur économique de remplir ses obligations.

- décompte mensuel : de 1/2000 du décompte du mois concerné,

- décompte final partiel : de 1/10 000 du montant de ce décompte,
- décompte final : de 1/10 000 du montant de ce décompte.

7.4.4. PENALITE EN CAS DE RETARD DANS LA REMISE DE DOCUMENTS

Tout retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après l'exécution par l'opérateur économique conformément à l'article 40 du CCAG ainsi que ceux prévus à l'article 12 du CCAG, est passible des pénalités suivantes, à compter de la date portée sur l'ordre de service rappelant à l'opérateur économique de remplir ses obligations :

- un 1 millième (1/1 000e) du montant de l'accord cadre et de ses avenants successifs par jour de retard.

7.5. INTERETS MORATOIRES

S'il n'est pas justifié, le défaut de mandatement dans le délai fixé à l'article 7.1 du CCAP fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

7.6. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution de l'opération.

Le début et la fin des opérations de repliement du chantier figurent dans le calendrier détaillé d'exécution des travaux.

En cas de retard il sera appliqué une pénalité de 1/1 000e du montant de l'accord cadre et de ses avenants successifs par jour de retard à compter de la date portée sur l'ordre de service rappelant à l'opérateur économique de remplir ses obligations.

ARTICLE 8 – CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèveront notamment de l'une des catégories suivantes :

1. Les personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'État

- Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire : mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), salariées d'une entreprise d'insertion (EI).

2. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail

- Allocataires des minimas sociaux (RSA, ASSS, AAH, AI...) ;
- Demandeurs d'emploi ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi sans qualification et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics sera établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

ARTICLE 9 – INSTALLATIONS ET ORGANISATION DE CHANTIER

9.1. PUBLICITE AFFICHAGE

Conformément aux dispositions de l'article 31.1.4. du C.C.A.G. L'opérateur économique titulaire de l'accord cadre assure l'entretien et la mise à jour de l'affichage légal des interventions .

9.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

L'opérateur économique titulaire de l'accord cadre devra faire connaître à la personne dépositaire du pouvoir adjudicateur et au maître d'œuvre, dès le début de la période de préparation, le nom et la qualification de son représentant qui sera l'interlocuteur unique et permanent pour l'ensemble des lots jusqu'à la fin des travaux ainsi que durant les périodes de réception de levées de réserve.

Ce représentant devra avoir la qualification minimum d'un conducteur de travaux confirmé.

Réciproquement les seuls interlocuteurs représentant la personne dépositaire du pouvoir adjudicateur habilités à recevoir des demandes de l'entreprise, à lui fournir des réponses ou à lui donner des instructions sont les représentants du conducteur d'opération et du maître d'œuvre.

L'organisation du chantier est à la charge de l'entreprise sur la base des documents contenus dans le Dossier de Consultation des Entreprises ainsi que le plan de principe d'installation de chantier qui est établi pour chaque bon de commande.

Les principales charges de l'entreprise sont rappelées ci-dessous :

- établir et maintenir des clôtures de chantier à l'intérieur ou à l'extérieur des sites d'interventions pour les aires de travail non délimitées naturellement et non prévues dans le devis estimatif et quantitatif (portes d'accès équipées d'une serrure).
- en assurer la dépose en fin de délai.
- maintenir en permanence les bâtiments et leurs abords en bon état de propreté. Les gravois devront être enlevés quotidiennement.
- exécuter les branchements et installations provisoires d'alimentation en eau, électricité, téléphone (y compris l'éclairage de chantier à l'intérieur des locaux en cours de restauration ou d'aménagement) ainsi que les canalisations provisoires d'EU et d'EP (évacuation locaux sanitaires notamment). Assurer leur retrait en fin de travaux.
- disposer sur le terrain, aux emplacements qui sont fixés sur le plan de principe des installations de chantier, des locaux indispensables (bungalows, vestiaires, sanitaires, réfectoire, salle de réunion, bureau pour la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre et bureau de chantier).
- assurer les accès de chantier, piétons et véhicules, et leur entretien.
- assurer la signalisation routière sur la voie publique
- maintenir les voiries en bon état de propreté et assurer si nécessaire la remise en état après dommages causés par les entreprises.
- assurer l'entretien et le nettoyage des locaux de chantier,
- régler les consommations d'électricité, d'eau, de téléphone, de télécopie, et d'une façon générale toutes les dépenses résultant de l'exécution de son bon de commande.
- assurer la remise en état complète des lieux extérieurs et intérieurs, après travaux et repliement des installations de chantier.
- toutes les demandes d'autorisation, toutes démarches, tous frais et taxes en relation avec l'exécution de son marché et les contraintes extérieures qui y sont liées, notamment les autorisations d'installation de chantier, de circulation, de branchements, de dépôts à la décharge, sont à la charge des entreprises.
- toute dépense découlant de ses propres prévisions d'installation de chantier sont à la charge de l'entreprise.

9.3. EMBLEMENTS MIS A DISPOSITION POUR DEBLAIS

Sans objet.

9.4. SIGNALISATION DES CHANTIERS

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

9.5. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

L'opérateur économique titulaire de l'accord cadre est tenu de mettre à disposition et de tenir à disposition le cahier d'enregistrement des personnels autorisés sur le chantier.

L'ensemble des opérateurs appelés à intervenir sur le chantier est tenu de procéder dans ce cahier à un enregistrement exhaustif de ses personnels présents et ce dès qu'ils interviennent sur le chantier.

Il sera mentionné en outre le nom et prénom de la personne intervenante, la raison sociale de son employeur ; s'il intervient en tant que sous-traitant, le nom de l'entreprise qui a sous-traité l'intervention.

L'ensemble des personnels employés sur le chantier devra être muni d'un système d'identification permettant de connaître son nom, prénom et la raison sociale de son employeur.

9.6. MATERIAUX, OBJETS ET VESTIGES TROUVES SUR LES CHANTIERS

En complément des dispositions prévues à l'article 33 du CCAG, dans le cas où les travaux mettraient au jour des objets ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, le titulaire devra le signaler au maître d'œuvre et faire conjointement avec la personne représentant le pouvoir adjudicateur la déclaration réglementaire au maire de la commune sur le territoire de laquelle cette découverte a été faite en application de l'article L. 112-7 du code de la construction et de l'habitation et l'article L. 531-14 du code du patrimoine.

En cas de découverte, le titulaire ne devra pas déplacer ces objets ou vestiges sans autorisation du représentant du pouvoir adjudicateur. Il mettra en lieu sûr ceux qui auraient été détachés fortuitement du sol.

S'il est mis au jour des restes humains, le titulaire en informera immédiatement le maire de la commune sur laquelle est le chantier et en rendra compte au maître d'œuvre.

9.7. DISPOSITIONS CONCERNANT LA SECURITE INCENDIE

Les travaux par points chauds : soudages, meulages, découpages ou comportant l'usage d'une flamme nue, doivent faire l'objet d'une entente préalable, appelée « **permis de feu** » entre l'entreprise, le donneur d'ordre, le Maître d'œuvre et l'Architecte des Bâtiments de France. Cf. circulaires du 27 septembre 1972, du 9 janvier 1973, du 3 juin 1981, du 19 août 1994 et du 24 novembre 1994.

ARTICLE 10 – PROVENANCE - QUALITÉ – CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales et du Cahier des Clauses Techniques Générales concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant quantitatives que qualitatives, sur le chantier.

10.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) fixe la provenance des matériaux, produits et composants de la construction dont le choix n'est pas laissé à l'opérateur économique ou n'est pas déjà précisé par les pièces générales constitutives de l'accord cadre ou déroge aux dispositions des dites pièces.

10.2. CARACTERISTIQUES, QUALITE, VERIFICATION, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales et du Cahier des Clauses Techniques Générales concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant quantitatives que qualitatives, sur le chantier.

10.3. PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'OPERATEUR ECONOMIQUE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) désigne les matériaux, produits et composants de construction qui sont fournis par la personne dépositaire du pouvoir adjudicateur et précise les lieux et cadences de leur prise en charge, ainsi que les modalités de leur manutention et de leur conservation à assurer par l'opérateur économique titulaire de l'accord cadre.

Ces opérations font l'objet d'une rémunération de l'opérateur économique titulaire de l'accord cadre .

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER

11.1. GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Conformément à l'article 36 du CCAG-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet de l'accord cadre, est de la responsabilité de la personne dépositaire du pouvoir adjudicateur en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

11.2. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de non-respect de ces délais, une pénalité pourra être appliquée dans les conditions indiquées à l'article 7.6. du présent CCAP.

11.3. DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux. Les délais et les modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article.

En cas de non-respect de ces délais, une pénalité pourra être appliquée dans les conditions indiquées à l'article 7.4.6. du présent CCAP.

ARTICLE 12 -CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

12.1. ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus dans les pièces constitutives de l'accord cadre (CCTG, fascicules techniques, CCTP) sont assurés par l'opérateur économique titulaire de l'accord cadre suivant les directives et en présence du maître d'œuvre.

Si le maître d'œuvre, avec l'accord de la personne dépositaire du pouvoir adjudicateur, prescrit pour les ouvrages des essais ou contrôles autres que ceux prescrits dans les documents contractuels de l'accord cadre, ils seront à la charge de la personne dépositaire du pouvoir adjudicateur si les résultats se révèlent favorables à l'entreprise, et à la charge de l'opérateur économique titulaire de l'accord cadre dans le cas contraire.

12.2. RECEPTION

La réception de l'accord cadre a lieu à l'achèvement des prestations du dernier bon de commande de l'accord cadre. L'opérateur économique titulaire de l'accord cadre avise la personne dépositaire du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés achevés.

La réception est prononcée sous réserve de l'exécution des épreuves prévues dans les documents techniques contractuels.

12.3. RECEPTION PARTIELLE

Chaque bon de commande fera l'objet dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAP d'une réception partielle.

12.4. MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Sans objet.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ MESURES DE SÉCURITÉ

13.1. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Sans objet

13.2. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Sans objet

13.3. MESURES DE SECURITE

Contenu de la nature mémoriel du site le titulaire de l'accord cadre veillera :

- à ce que son personnel soit identifié par des tenus au sigle de l'entreprise,
- à ce que les équipes appelées à intervenir sur le site se présentent aux gardiens dès leur arrivée indiquent leur départ,
- à faire en sorte que le chantier ne produise pas de bruits au-delà du strict nécessaire.

ARTICLE 14 – DELAIS DE GARANTIES ET ASSURANCES

14.1. DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie, conformément à l'article 44 du CCAG est fixé à un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux du bon de commande.

14.2. GARANTIES PARTICULIERES

En outre, l'opérateur économique doit être titulaire d'une garantie spéciale couvrant la responsabilité résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du Code Civil pour les ouvrages qui, du fait de leurs caractéristiques archéologiques ou historiques, ne répondent pas aux normes, DTU, et règles de calcul. Il en sera de même pour les ouvrages mettant en œuvre des matériaux de récupération fournis ou non par l'entreprise.

14.3. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord cadre ou de sa reconduction et avant tout commencement d'exécution, l'opérateur économique doit justifier qu'il est titulaire :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ; cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil.

Dans le cas d'un marché à tranche(s), l'opérateur économique doit justifier, dès le début de la première tranche, des assurances ci-dessus pour la totalité des tranches de l'accord cadre.

À tout moment durant l'exécution de l'accord cadre, le titulaire devra être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 15 - RESILIATION DE L'ACCORD CADRE

Seules les stipulations du CCAG-Travaux, relatives à la résiliation de l'accord cadre, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

ARTICLE 16 – Tribunal administratif compétent

En cas de litige, il pourra être fait appel au comité consultatif de règlement amiable, conformément à l'article 142 du décret n° 2016-360 susmentionné.

A défaut et en application de l'article R312-11 du code de justice administrative, la juridiction compétente est le tribunal administratif de Bordeaux dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux
9 rue Tastet
33 000 BORDEAUX

Le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AU CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents ci-après :

Article du CCAP	Article du CCAG
Article 3.6.2. du CCAP	article 3.1. du CCAG
article 4.2. du CCAP	article 12 du CCAG
article 4.3. du CCAP	article 14 du CCAG
Article 5.5.1 du CCAP	article 13.1.1 du CCAG